

**Gouvernement
et patrons
regrettent
toujours les
revendications**

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

Après la manifestation des fonctionnaires L'Assemblée Nationale n'est pas loin du Palais-Royal...

QUINZE MILLE fonctionnaires ont manifesté de l'Hôtel-de-Ville au Palais-Royal. A la lecture des journaux, et particulièrement du « Populaire » et de l'« Humanité », on a l'impression que ce mouvement a été un événement mineur, habituel. Tout est atténué, les angles sont arron-

dis; il faut conserver à la manifestation un caractère « bon enfant », caractère qu'elle a eu d'ailleurs, effectivement, jusqu'au Palais-Royal. Ces journaux estiment particulièrement nécessaire d'insister sur la « discipline » des manifestants.

Et pourtant, ces récits ne traduisent que très partiellement la réalité. Il est vrai que sur 15.000 fonctionnaires, seulement 300 ont été « indisciplinés ». Arrivés au Palais-Royal, ils voulaient, contre les directives reçues, aller à l'Assemblée Nationale. Que représente cette minorité Des exaltés ? Aux responsables qui les engageaient à se disperser : « Discipline, camarades ! Il faut s'en aller. » Les manifestants répondaient : « Tu nous ennermes ; tu es content, toi, avec les 835 francs d'augmentation ? » Toute la question est là. Malgré

démarches, sollicitations, discussions autour du tapis vert, les organismes syndicaux n'ont pas lâché plus que ce que Gaillard-Pélimin ont voulu lâcher. Avec 835 francs, on est loin du compte. S'arrêter au Palais-Royal, ne pas poursuivre la manifestation jusqu'au Palais-Bourbon, c'est, qu'on le veuille ou non, s'interdire de conquérir les augmentations substantielles que les salariés exigent. Cela, tous les manifestants le comprennent qui scandaient, depuis l'Hôtel-de-Ville : « A bas Gaillard ! Démission Gaillard ! » « Si on allait à l'Assemblée Nationale, on pourrait régler tout. »

Barberis, le responsable stalinien des Services Publics, une fois de plus sur la brèche, si l'on peut dire, essaie, d'une voix qui se perd sous les huées, d'expliquer : « Les organisations syndicales qui ont organisé la réunion dans l'unité, ont atteint leur but ; les organisations ont décidé la dissolution, la manifestation est terminée. » Et les gars des Services Publics, qui sont en tête du cortège, comment Barberis : « On s'en fout des paroles ! A l'Assemblée ! Il faut y aller, à la Concorde. »

Les 300 qui voulaient aller au Palais-Bourbon étaient-ils si isolés que cela ? En aucun cas. Arrivés au Palais-Royal, une poussée s'exerça : « En avant ! » Les 300 premiers arrivés sur la place des Pyramides. Les Bonzes restent sur place. Un vide est systématiquement organisé entre le gros de la manifestation et l'avant-garde qui a continué. Le cortège est maintenant scindé. Le gros des manifestants attend. Des jeunes demandent : « Alors, qu'est-ce qu'on

(Suite page 3.)

APRES LE RAPPORT DE SYNTHESE Le 11 janvier, procès des tortures

« ETAIT un point, hélas ! constaté et trop généralement admis, lorsqu'il n'était pas officiellement préconisé, que la police algérienne, comme la gendarmerie d'ailleurs, se livrait sur les inculpés, suspects ou simples prévenus, à des méthodes d'investigation relevant beaucoup plus de la Gestapo que d'une police démocratique... »
« Dans ces excès, la police a sa part, l'armée la sienne. »
« Chef responsable de la Sécurité Nationale, il m'est intolérable de penser que les policiers français puissent évoquer par leur comportement les méthodes de la Gestapo. De même, officier de réserve, je ne puis supporter de voir comparer les soldats français aux sinistres S.S. de la Wehrmacht. »

a été frappé ? Il convient en tout cas, de rapprocher ces lignes de celles parues dans un article de « LA VÉRITÉ », daté du 25 novembre 1955, c'est-à-dire une ou deux semaines AVANT que M. Mairey n'écrive ce que nous venons de citer.

Le numéro 382 de « LA VÉRITÉ », daté du 25 novembre 1955, dans un article intitulé : « La répression en Algérie », citait d'abord un communiqué du M.N.A. : « Tous les Français protesteront énergiquement avec les Algériens, comme ils l'ont déjà fait, contre ces méthodes dignes de la Gestapo fasciste, et en exigeront la cessation définitive. » Plus loin, nous écrivions : « La Gestapo algérienne vient de faire subir à la torture un militant nationaliste algérien contre lequel aucune charge précise n'avait été relevée... »

Or, c'est précisément pour ce numéro 382, et pour les lignes que nous venons de citer que Daniel BERNARD, directeur de la publication, est poursuivi pour le délit d'injures publiques et de diffamations publiques envers une administration publique. Mais ce procès a toute une histoire. C'est le 11 mai 1957 que, pour la première fois, le procès contre les tortures devait avoir lieu. Ce procès avait d'autant plus d'intérêt que d'une part nous avions offert la preuve des faits que nous avions avancés, et que, d'autre part, le ministère public avait offert LA CONTRE-PROUVE de nos propres documents et témoignages.

Le procès du 11 mai n'eut pas lieu. A la demande du ministère public, il fut renvoyé CINQ MOIS plus tard, au 12 octobre.

Mais en octobre, toujours à la demande du ministère public, le procès fut renvoyé au 11 janvier 1958.

C'est donc avec HUIT MOIS de retard que devrait s'ouvrir le procès des tortures en Algérie, avec preuves et contre-preuves.

Nous disons bien DEVRAIT, car, depuis huit mois beaucoup d'événements ce sont produits, notamment la publication d'un certain nombre de rapports et de documents, en particulier celui de la Commission Internationale contre le régime concentrationnaire, et plus récemment, le « rapport de synthèse » de la commission de sauvegarde. C'est de ce dernier rapport que nous avons tiré les phrases de monsieur Mairey que nous avons citées en début d'article.

Ce rapport est loin de pouvoir satisfaire à toutes les exigences de la vérité. Les précautions de style, la tentative de justifier un certain nombre de faits pourraient en amoindrir la portée. En réalité, elles ne font (Suite page 3.)

Kadar décore un ami de Mindzenty

UNE dépêche de presse de Budapest nous apprend que « Mgr Jozsef Groesz, archevêque de Kalocsa, vient d'être décoré de l'ordre du Drapeau de la République Populaire de Hongrie ». Condamné en 1951 comme « espion de Horthy, soldat du Vatican, ami des fascistes et des assassins », l'archevêque avait été libéré, sans être réhabilité, en 1956. En octobre 1957, il avait repris sa place auprès de son ami intime, le célèbre Mindzenty, qu'il remplace « provisoirement » à la tête de l'épiscopat hongrois. Il est décoré aujourd'hui pour « services rendus à la République Populaire ».

sent qu'un ennemi mortel : l'ouvrier révolutionnaire. En Hongrie aujourd'hui comme en Pologne, l'appareil stalinien et la hiérarchie ont noué officiellement leur alliance contre révolutionnaire.

F. M.

OU EN EST L'AMÉRIQUE LATINE ?

(De notre correspondant SLATO)

Notre correspondant en Amérique Latine, le camarade SLATO, commence aujourd'hui une série d'articles pour « La Vérité », dans lesquels il se propose d'étudier successivement pour nos lecteurs les structures économique et sociale de ces pays appelés à prendre une importance croissante à l'échelle mondiale, la situation politique, l'état du mouvement ouvrier et les perspectives révolutionnaires qui s'y ouvrent.

L'Amérique Latine (plus de 150 millions d'habitants) est un continent semi-colonial de développement capitaliste arriéré et combiné. Dans d'importantes zones (Bolivie, Pérou, Paraguay, Equateur, Centre - Amérique) existent encore des rapports de propriété et de production semi-féodaux.

L'Amérique Latine est un continent semi-colonial dépendant de l'impérialisme pour plusieurs raisons. La première, et fondamentale, c'est le poids décisif qui

exerce le capital financier. L'impérialisme, spécialement l'impérialisme yankee, contrôle les principales activités économiques. Les investissements de l'impérialisme yankee dans l'Amérique Latine sont plus importants que dans n'importe quel autre continent. La seconde c'est que la plus grande partie de l'économie est axée sur la production et la vente sur le marché mondial de matières premières (cuivre au Chili, laine et viande en Argentine, étain en Équateur, café au Brésil, sucre à Cuba, pétrole au Venezuela, fruits en Amérique Centrale, etc.). Les fluctuations du marché mondial se répercutent sur l'économie monoproductrice des divers pays. La troisième c'est que l'état d'arriération de l'industrie oblige à importer des produits fabriqués, spécialement des machines, ce qui accentue la dépendance envers l'impérialisme de ces pays.

Mais la semi-colonisation de l'Amérique Latine n'est pas seulement économique ; depuis dix ans a commencé un processus de semi-colonisation politique. Il y a un Plan yankee de colonisation, qui

non seulement vise à contrôler les richesses économiques, mais encore à abolir la souveraineté politique des pays de l'Amérique latine. Le pacte militaire, les traités de l'organisation des États américains, obligent les pays latino-américains à participer éventuellement à la guerre aux côtés des États-Unis.

L'Amérique Latine est un continent de développement capitaliste arriéré parce que :

a) L'activité la plus fondamentale est l'agriculture, 60 % de la population dépendent des activités agricoles. Le problème, à la campagne, c'est la grande concentration de la terre aux mains d'un petit nombre de propriétaires (au Chili, par exemple, les propriétaires de plus de 2.000 ha représentent 1 % du nombre des propriétaires, mais possèdent 70 % de la superficie cultivée). La production agricole est essentiellement familiale. Se combinent aussi des entreprises agricoles hautement capitalistes, d'où le développement d'un fort prolétariat rural pour son poids spécifique, mais inférieur en nombre aux petits propriétaires. Or, la mobilisation paysanne sera décidée en dernière instance par les petits propriétaires.

(Suite page 3.)

L'AUSTERITE PAR LA HAUSSE DES PRIX

Des signes alarmants sur le marché des capitaux

L'EVOLUTION de la situation économique et financière à l'intérieur n'est, évidemment, pas plus brillante. A l'abandon du marché des capitaux, à la progression des dépôts, dans les banques, à la caisse des Dépôts et Consignations, dans les caisses d'épargne, au cours des années 53-55, a succédé un mouvement inverse. Prenons l'exemple des caisses d'épargne : en 1955, la moyenne mensuelle du surplus des dépôts sur les retraits a été de 20,7 milliards de francs, en octobre 1957 les retraits l'ont emporté sur les dépôts de 9,8 milliards. Le rapport du Conseil National du crédit pour le 2^e trimestre de 1957 signale que l'épargne n'a progressé que de 66 milliards, contre 69 milliards au cours du deuxième trimestre 56. Encore faut-il savoir que, sur ces 66 milliards, 46 proviennent de la transformation de dépôts à vue en dépôts à terme, pour profiter d'un taux d'intérêt plus avantageux. Enfin, les émissions de valeurs mobilières n'ont atteint que 143 milliards au lieu de 165 milliards au cours du 2^e trimestre 1956 (1).

Ces quelques indications suffisent pour montrer que très rapidement va se trouver posée au Gouvernement la question d'une intervention financière, quelle qu'en soit la forme, pour relayer les capitaux privés qui se décrochent. Nous examinerons plus soigneusement ces problèmes à l'occasion de la discussion budgétaire. Et nous verrons comment les affirmations de M. Gaillard : « Le total des dépenses publiques n'excédera pas 5.300 milliards, et l'impasse 600 milliards », sont sans rapport avec la réalité. Notons tout de même que les dépenses de l'Etat en 1954 ne furent que de 3.891 milliards, et de 4.039 milliards en 1955.

Ces quelques éléments sur l'évolution de la situation économique française prennent plus de relief encore lorsqu'ils sont situés par rapport à l'évolution de l'économie mondiale. Aux U.S.A. se dessinent quelques symptômes de récession ; en Angleterre, le Gouvernement continue sa politique de défense de la livre, toujours menacée, qui consiste à limiter les importations et à essayer d'accroître les exportations ; quant à l'Allemagne Occidentale, elle poursuit sa politique de libertés des échanges, et les prêts qu'elle peut consentir ne seraient sans doute pas sans contrepartie. C'est au moment où l'économie française aurait besoin d'être très vigoureuse, qu'elle est exsangue.

Différentes façons d'aboutir au même résultat : l'austérité. Intervenant dans le dernier débat économique au Parlement, M. Pierre Mendès-France a développé le thème suivant :

« Il y a toutefois une catégorie de dépenses qui joue un rôle particulier par son volume, notamment depuis la guerre. Depuis 20 ans, la France subit, en effet, sous une forme ou sous une autre, une poignée de charges militaires écrasantes et continuelles qui dépassent l'effort consenti par tel ou tel autre pays. De 1954 à 1957, si nous mettons à part les dépenses d'Indochine, (Mendès) raison de les mettre à part, car elles étaient couvertes par l'Etat américain, nos dépenses militaires nettes annuelles se sont encore accrues de 615 milliards. Dans la même période, la Grande-Bretagne réalise une réduction de 150 milliards de livres, c'est-à-dire 180 milliards de francs.

« Nous avons 1.230.000 hommes sous les drapeaux. La Grande-Bretagne, dont la population dépasse la nôtre de 25 %, a fixé comme objectif pour 1958 d'avoir 650.000 hommes, c'est-à-dire la moitié... ». La Commission économique pour l'Europe, dont chacun connaît le sérieux, la revue anglaise « The Banker », nous indiquent... que le coût budgétaire de la guerre d'Algérie serait de l'ordre de 700 à 800 milliards. Je dis bien « coût budgétaire » car si on voulait calculer le coût économique, ce sont des chiffres bien plus élevés encore qu'il faudrait avancer. Et il conclut que, la guerre d'Algérie étant la principale cause immédiate de détérioration de la situation économique française, il faut que les parisiens de la guerre d'Algérie soient conscients :

« Si la guerre d'Algérie doit durer encore, les restrictions à la consommation privée et publique, la discipline de l'économie toute entière, l'organisation des priorités nécessaires à l'effort de guerre s'imposent de toute urgence. C'est l'économie de guerre. Avec la loyauté de le dire. »

M. Mendès-France a « oublié » que c'est son Gouvernement qui a commencé la guerre d'Algérie, et qui a proclamé que « la seule négocia-

tion, c'est la guerre ». Il reste que son examen des conséquences économiques de la guerre d'Algérie est correct.

Mais ce n'est qu'un aspect de la question. L'autre consiste à trouver les moyens de parvenir à cette « économie de guerre », que M. Gaillard appelle « l'austérité ». Utiliser la forme brutale exposée par Mendès-France cela « n'aurait pas sans troubles », « ce serait la récession », lui a répondu Edgar Faure. Aussi, tout bien pesé, le Gouvernement a choisi l'autre voie : celle baptisée « opération vérité ». Elle consiste à laisser libre cours à la hausse des prix, à l'inflation, à réduire ainsi la consommation des travailleurs. C'est déjà très risqué. Mais le Gouvernement possède dans sa manche quelques cartes truquées. Il accorde des « augmentations » d'environ 4 %, en concluant des accords corporatif par corporatif avec les dirigeants syndicaux. Ce qui permet à ceux-ci d'expliquer sans pudeur que la lutte « par catégorie, par corporation paie » et de lancer des ordres du jour style napoléonien où il est question de « renforcer et organiser l'action une sous toutes ses formes en général, et par catégorie sur le lieu du travail. »

Stéphane JUST.

Les écureuils de feu Jdanov

L'E racolage annuel des intellectuels coccardiers du C.N.E. s'est tenu samedi au « Vel' d'Hiv' ». L'an dernier, les événements de Hongrie avaient incité ces messieurs à un effacement prudent. Le sang était encore trop frais à Budapest et ces bateliers du métier de penser n'avaient pu éviter certaines questions plutôt brûlantes.

Mais l'oubli s'empara des choses et c'est pourquoi on braçait samedi au « Vel' d'Hiv' », on braçait l'humanisme, la révolution, les idées nouvelles, on braçait la conscience, la liberté, les talents, les cœurs. J'avoue volontiers aucun goût pour un genre d'entreprise aussi louche, aussi bâtarde, aussi péniblement surfaite, et cela seul qui m'intéressait, c'était de voir dans quelle mesure le P.C. demeurerait capable de mobiliser cette intelligentsia — dite de gauche — et qui, en d'autres temps, mêlée à toute une confrérie de cabotins, de cabotines, en rupture de cocktail, en rupture de plateau, s'empressait, souriante, de venir dédicacer ses drapeaux.

Tout un monde de donzelles philosophes, de damoiseaux poètes. Et, sans parti pris, on peut dire que c'est un échec car, à l'exception de quelques écrivassiers de moindre envergure, échoués là par insouciance, par exhibitionnisme, les staliniens (ce qu'il en reste) se trouvaient livrés à eux-mêmes. Aragon — dit Paillasse — était seul à briller (triste étoile), les autres vedettes habituelles (sur la valeur réelle desquelles il vaut mieux ne pas s'étendre) — mais saluons au passage cette pudeur ou cette prudence — ont dû lire un peu cette année et c'est pourquoi Sartre, Carco, Tzara, Vercors, Vaillant, Roy (pour autant annoncé) n'étaient pas là. Cocteau, le barbouilleur d'église, était là sans y être, ayant confié son stand à un chanteur en

vogue. Placé sous le signe d'un double centenaire, celui de Musset, celui de Baudelaire, dessinés d'horrible façon — à la briquette — par le croque-mort Bernard Buffet, cette vente qui, en fait, était un test, nous prouve combien depuis un an, le recul du P.C., de son influence, devient effectif.

Devient-il sans risques les mesures prises par un Kadar envers les intellectuels révolutionnaires de l'Octobre hongrois.

Alexis CARBO.

L'U. S. T. A. réaffirme ses positions pour la paix

Malgré les coups qu'elle a recus à la fois de la répression et du fait du meurtre de plusieurs de ses dirigeants, l'U.S.T.A. poursuit sa lutte pour le bien-être et la liberté des travailleurs algériens. Aussi est-ce avec la certitude de satisfaire au désir de nos lecteurs que nous reproduisons cette résolution que le bureau fédéral de l'U.S.T.A. nous communique.

Le Bureau de la Fédération de France de l'U.S.T.A., réuni les 16, 17 et 18 décembre 1957, a décidé de convoquer la commission exécutive en séance plénière.

Le Bureau Fédéral a constaté que :

1° Malgré la conjuration d'actes criminels organisés par le F.L.N.-U.G.T.A. et d'une répression forcée des autorités françaises, l'organisation a poursuivi ses progrès ;

2° La répression qui vise à décapter l'U.S.T.A. de ses cadres est considérablement renforcée dans cette dernière période.

Avec des dizaines d'autres, les camarades YADJI Mohamed, secrétaire de la région parisienne ; FATIS Aïi, secrétaire de l'Union locale du Bassin de Longwy, tous deux membres de la commission exécutive, ont été arrêtés.

Cela nécessite un renforcement des liens organiques.

Le Bureau Fédéral a consacré une part importante de ses travaux à la mise en place de ce renforcement.

3° La hausse des prix est ressentie par tous les travailleurs, mais plus encore par les travailleurs à bas salaires que sont les ouvriers algériens. Dans ce sens, le Bureau Fédéral invite ses syndicats à discuter des revendications à présenter, afin que la prochaine commission exécutive adopte un programme d'action pour les revendications que l'U.S.T.A. proposera à l'action de l'émigration algérienne pour l'amélioration de son niveau de vie. Le Bureau Fédéral invite tous les travailleurs à s'associer à une action décidée par la classe ouvrière française pour l'augmentation des salaires.

4° La situation de la classe ouvrière algérienne dans le pays reste aussi tragique ; les rapports envoyés par nos camarades font état non seulement de la poursuite d'une guerre avec son cortège de répression et de sang, mais également d'une montée des prix qui s'ajoute et renforce la misère occasionnée par la guerre.

Le Bureau Fédéral estime en conséquence que le retour à la paix est la première et la principale des revendications pour laquelle combat l'U.S.T.A. La paix ne peut s'établir que sur les bases solides de la liberté et du respect mutuel, ce qui implique la nécessité urgente de convoquer une commission de la Table Ronde où le gouvernement français et les représentants des formations politiques algériennes discuteront de cessez-le-feu et des propositions à soumettre au PEUPLE ALGERIEN, lequel reste en dernière instance SEUL HABILITE à se prononcer dans les élections libres et contrôlées sur les solutions et son avenir politique.

Le Bureau Fédéral estime que le rétablissement de toutes les libertés démocratiques et syndicales, la libération de tous les détenus politiques, et syndicaux tant en Algérie qu'en France, la libre circulation des déportés et exilés, la dissolution des camps de concentration, la cessation des exécutions des condamnés à mort, représenteraient pour le peuple algérien la préface indispensable à la négociation libre et confiante.

5° Le Bureau Fédéral remercie toutes les personnalités syndicales et politiques, ainsi que les organisations qui se sont solidarisées avec l'U.S.T.A. dans la douloureuse épreuve qu'a représentée, pour le syndicalisme algérien, la perte de A. SEMMACHE, H. MAROC, A. FILALI, A. BEKHAT. En particulier, si le Bureau Fédéral estime que la commission exécutive de la C.I.S.L. aurait pu prendre une position plus conséquente motant en démettre le F.L.N.-U.G.T.A. de désavouer les crimes qu'il a ordonnés, il constate néanmoins que le camarade OLBENROEK, secrétaire général de la C.I.S.L., en assurant l'U.S.T.A. de sa douloureuse sympathie après le meurtre de Ahmed BERKHAT, démontre par là que, dans les rangs du syndicalisme libre, les méthodes de gangsters utilisées par l'U.G.T.A.-F.L.N. pour tenter d'éliminer l'U.S.T.A., sont condamnées.

6° Le Bureau Fédéral s'incline devant la mémoire des vaillants combattants : Ahmed SEMMACHE, Hocine MAROC, Abdellah FILALI, Ahmed BEKHAT, et affirme que l'U.S.T.A. continuera le combat pour la liberté et le bien-être de notre classe ouvrière qu'ils avaient dirigée dans les moments les plus difficiles.

Pour le Bureau Fédéral de l'U.S.T.A.

Le Secrétaire Général,

A. BENSID.

U. R. S. S. ECHEC DE LA « DE... »

Il y a près de 8 mois, le 7 mai très exactement, le Soviet Suprême adoptait les thèses de Khrouchtchev sur le réaménagement complet de l'économie de l'U.R.S.S.

Cette « réorganisation radicale de l'industrie et de la construction » devait permettre aux dirigeants du Kremlin de briser avec la centralisation grotesque de l'ère stalinienne tout en luttant contre l'émission locale de l'économie qui n'en était que la réplique. Ainsi devait être comblé le vide de plus en plus profond qui s'était créé entre la réalité de la production et les organes de planification. La carence du pouvoir central avait, en effet, poussé les entreprises à assurer par elles-mêmes leur fonctionnement sans le moindre souci de l'intérêt général, n'ayant en vue que la réalisation des directives de Moscou, que celles-ci dépendent ou non aux possibilités réelles de production.

Metre un frein aux tendances autocratiques des autorités locales en les coiffant par des organismes régionaux situés à mi-chemin entre l'usine et le Centre, redresser par une meilleure centralisation l'appareil hypertrophié de la planification, bref assurer un contrôle centralisé de la décentralisation, tel était le but que Khrouchtchev s'assignait dans ses « thèses ».

Ce faisant, le premier secrétaire du Parti avait l'ambition non seulement de recimenter la cohésion de l'ensemble de l'aristocratie soviétique, mais de parachèver enfin l'œuvre de Staline par l'établissement et la « normalisation » du pouvoir de la bureaucratie à l'échelle du pays tout entier. Sous l'œil vigilant du Parti, l'ensemble des privilégiés du régime devaient prendre enfin conscience de l'intérêt commun qu'ils avaient à réorganiser leur gestion pour mieux se

prémunir contre l'assaut que les masses soviétiques s'apprétaient à donner à leur pouvoir d'usurpateurs.

LES SOVNARKHOZES

Toute cette grosse malice, couverte du voile « idéologique » habituel cher au stalinisme, culminait dans l'artifice administratif de la division du territoire en 105 régions économiques, à la tête desquelles étaient placés des « conseils de l'économie » ou « sovnarkhozes ». Ceux-ci étaient parés d'avance de toutes les vertus : « Il est important que l'appareil du sovnarkhoze ne soit pas volumineux, qu'il n'ait pas d'échelons superflus, qu'il soit simple en même temps que qualifié, souple et opérant », écrit la revue « Kommounist », n° 7, 1957. Voici maintenant six mois que ces organismes sont entrés officiellement en action pour résorber toutes les « anomalies » et les « carences » de l'économie. Voyons rapidement, au travers de la presse soviétique elle-même, ce qu'il en est advenu.

L'ECHEC DE LA REORGANISATION

Parlant de l'ancienne gestion, Khrouchtchev révèle dans ses thèses qu'un énorme pappasse venant des ministères distrairait un grand nombre de travailleurs du travail concret. Le centre convoque beaucoup de spécialistes locaux qui sont arrachés au travail productif, et séjourne des mois entiers dans les ministères ». Les sovnarkhozes sont nés mais voilà que les directions de sovnarkhozes « renouvellent les vieilles méthodes de direction, qui s'étaient révélées si nuisibles. Elles convoquent des groupes importants de responsables au lieu de se rendre sur les lieux ». (1)

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris XV

Notre enquête Des fonctionnaires parlent et agissent L'ASSEMBLEE NATIONALE...

(Suite de la page 4)
 « Si on recollait tout ce qu'on a demandé les Syndicats, ça me ferait quelque chose comme 4.900 francs, si j'étais à Paris ! mais, et ici, j'aurais l'abatement de zone, une indemnité de résidence proportionnelle à cette situation infériorisée. » Il ajoutait : « Ce pendant, la vie est aussi chère, ici, j'aurais l'abatement de zone, un logement convenable, dans cette ville dont l'industrie est en extension, je ne vois pas comment des gens qui se disent les représentants des Fonctionnaires peuvent accepter toutes ces choses qu'on nous impose. »

Oui, la Fonction-Publique, dès que l'on écoute les militants ou les travailleurs des Administrations et des Ministères, est pleine de réticences et de doutes quant à la capacité des Directions syndicales à poser les vrais problèmes de la vie quotidienne de ces travailleurs ; comme à dégager les vrais moyens d'une action leur ouvrant des perspectives de succès. Comment alors, s'étonnerait-on de voir certaines « hésitations » dans les réponses faites par ces masses à l'appel de leurs syndicats ? Cependant, les observations que nous avons citées, comme les manifestations multiples, autant que limitées, auxquelles ont répondu des

centaines de milliers d'agents de l'Etat, prouvent la combativité potentielle de ce secteur des luttes ouvrières.

Que faudrait-il pour animer tous ces espoirs et traduire dans l'action positive les aspirations de tous ces travailleurs ?

Il faudrait, tout simplement, que la plate-forme du combat soit capable de répondre aux besoins réels de la grande masse des salariés et d'assurer d'abord les moyens d'existence des plus exploités ; les plus nombreux.

Partout où les « appareils » syndicaux, ou politiques, des « grandes organisations » ne viennent pas dévoyer, ou détourner, la volonté des travailleurs, l'expression de cette volonté est claire.

Sur le « Niveau des besoins, la Dactylo de « l'Industrie et du Commerce », le Commissaire du Ministère de l'Education Nationale et l'Imprimeur cités précédemment sont d'accord, sans s'être concertés : « Il nous faut de 10 à 15.000 francs de mieux par mois, mais pas de hiérarchisés. »

C'est le camarade Fossati, des P.T.T., qui écrivait, traduisant bien, et le recul constant des grandes Organisations, et le niveau des besoins ouvriers :

« — Des chiffres, chacun peut en fixer ; mais lorsque les autotomes déclarent qu'il faudrait immédiatement une augmentation uniforme de 12.000 à 14.000 francs pour qu'en même temps se souvrent supprimées les dérogations, ils sont loin d'être des démagogues. »

Echappant, en partie, à la pression intéressée des appareils bureaucratiques, les responsables Syndicaux des travailleurs de la Loire-Atlantique ont renouvelé, dans un appel à toutes les Fédérations, des éléments de ce qui tient tant à cœur les travailleurs de la base :

« Afin d'apporter aux petites catégories une satisfaction immédiate et substantielle : l'augmentation de base ne saurait être inférieure à 7.000 francs par mois, soit un traitement mensuel minimum de 35.000 francs. La suppression totale des abattements de zone... Le bénéfice pour les retraités des avantages acquis pour les actifs. » Bien que laissant subsister les 240.000 mensuels hiérarchisés, concession aux bureaucratiques, mais aussi aux parités espérées, les responsables de la Loire-Atlantique ont traduit en chiffres, quoique timidement, le reflet de cette volonté de la base.

Plus près encore des exigences des travailleurs sur le plan des moyens d'action, les responsables de la Loire-Atlantique ont adressé aux responsables Nationaux de toutes les Fédérations la résolution suivante :

RESOLUTION

Les responsables de syndicats de Fonctionnaires, Agents des Services Publics et Assimilés de Nantes (P.T.T., Tabacs, Services Municipaux et Hospitaliers) appartenant à la C.G.T.F.O., la C.F.T.C. et la C.G.T., ainsi que le Syndicat Autonome des Instituteurs et la Fédération de l'Education Nationale, respectueux du mandat qui leur a été confié par les Fonctionnaires de Nantes, le 19 novembre 1957.

Convaincus que le Gouvernement n'accordera les revendications que sous la poussée des Fonctionnaires unis dans l'action ;

Instruits par la grève victorieuse menée par les Agents de l'E.D.F. unis de l'Ingénieur en Chef au plus simple ouvrier toutes organisations syndicales comprises ;

Appellent une fois encore les organisations syndicales Nationales des Fonctionnaires à établir immédiatement et ensemble :

- 1) Une plate-forme revendicative commune ;
- 2) Organiser dans l'union, sans exclusive ni discrimination l'action pour la satisfaction des revendications présentées et s'engager à ne signer aucun accord séparé ;
- 3) A maintenir cette action commune, afin de présenter au Gouvernement et à la Commission constituée pour examiner les problèmes de la Fonction Publique, une union nécessaire et justifiée par le but à atteindre et la position Gouvernementale ;
- 4) Considérant que les actions à engager doivent s'effectuer immédiatement, porter sur le plan National et sur l'ensemble de la Fonction Publique ;
- 5) Les responsables syndicaux, de la Loire-Atlantique, estiment que l'action par le moyen de grèves tournantes, telles que soient les modalités de celles-ci, ne sauraient aboutir au résultat rapide recherché par tous et que nécessairement et justifié la situation faite à la Fonction Publique et la hausse continue du coût de la vie.

Pour la C.G.T. : HAUMONT.
 Pour la C.F.T.C. : TRIPPON.
 Pour la C.G.T.F.O. : BERCEGEAIS.
 Pour le S.N.I. : MARTIN.
 Pour la F.E.N. : LEBLANC.

Nantes, le 16 décembre 1957.

(Suite de la page 1)

fait ? Les réponses les plus diverses ne se font pas attendre : Un bonze stalinien y va de la calomnie :

« N'y allez pas là-bas, c'est le Syndicat Indépendant qui veut continuer. »

Les ouvriers qui veulent se battre sont toujours des provocateurs pour ces gens-là.

Un autre responsable (1), qui sent que ce sale argument ne prend pas, opère une diversion et hurle : « A l'œuvre ! » Des manifestants le suivent qui, bientôt, se trouvent eux-mêmes isolés. Ils prennent le métro par petits groupes.

Pendant ce temps, le groupe de tête piétine place des Pyramides où il a bloqué la circulation. Discussion avec les automobilistes :

« Elles ne passeront pas sur tous, ou elles me passeront dessus. Il faut bloquer. »

Un responsable :

« La circulation est bloquée, il faut laisser passer les voitures. Il a été décidé dans l'unité syndicale que l'on devait s'arrêter là. »

« On n'en a rien à foutre, de la circulation ! »

Le ton monte. Le bonze :

« Non, mais ce n'est pas une vingtaine qui feront la loi ! »

Reponse de la base :

« C'est toujours la même chose, les délégués syndicaux marchent avec le gouvernement. »

« Ils nous ont encore eu avec leurs paroles. »

« Il y a des intérêts trop puissants à ménager. »

A un automobiliste qui circule dans une grosse voiture trop voyante et s'impatiente :

« Ah ! t'as de la veine qu'on n'est pas en 1789 ! »

Pour qui a participé à cette manifestation, pour qui a suivi les combats ouvriers de Nantes et de Saint-Nazaire, le sentiment qui se dégage est clair. La manifestation des fonctionnaires est restée encore encadrée. Mais l'on sent que seront débordés les responsables syndicaux qui se refusent, consciemment ou inconsciemment (car il n'y a pas que des dirigeants malhonnêtes, il y en a qui croient sincèrement avoir raison) à entendre la voix d'en bas, la voix de ceux qui ont très bien localisé le siège de l'Etat-Major de la vie chère : l'Assemblée Nationale.

Si ces responsables continuent à endiguer, à freiner la combativité des masses, l'explosion sera violente, plus violente que tout ce qu'on a vu à Nantes et Saint-Nazaire. Il faut le répéter, le caractère bon enfant de la marche au Palais-Royal n'était nullement exclusif d'une conscience élevée de la réalité.

Un exemple encore : Les flies, sur tout le cortège, indéniablement, ne cherchaient pas la bagarre et cela traduit très nettement l'intime faiblesse de l'Etat bourgeois. Un manifestant rappelle à un de ses copains : « La police avec nous ? Tu te rappelles les coups de trique que t'ils nous ont filé derrière les oreilles ! »

Les dirigeants ont tous les atouts

(1) Notons que G. Frischmann, secrétaire général de la Fédération Postale C.G.T. et membre du B.P. du P.C.F., s'est écrié en vitesse dès l'arrivée au Palais-Royal. Il avait une tâche plus urgente que celle de diriger une manifestation. Prendre la parole au meeting du P.C.F.

UNITE D'ACTION

(Suite de la page 4)

pourrait être résumée dans la formule suivante :

A revendications locales, actions locales.

A revendications d'ensemble, action d'ensemble.

Voilà quelles sont, chers Camarades, les positions essentielles de notre organisation à l'égard desquelles nous aimerions connaître votre point de vue, convaincus que vous comme nous, nous en remettons, le cas échéant, aux travailleurs du soin de nous départager.

Le Secrétaire général : A. HEBBERT.

dans les mains, ils ont la force. Le Gouvernement le sait.

Mais le problème n'est pas là. Avoir la force derrière soi et ne pas s'en servir, c'est empêcher la satisfaction des revendications des travailleurs. Les dirigeants syndicaux se trompent quand ils espèrent obtenir par la discussion des avantages substantiels. Il faut franchir le mur des intérêts, des cercles vicieux bourgeois, qui amènent le Gouvernement à organiser soiemment le mire. Il faut abattre ce mur, prendre ses responsabilités.

La manifestation des fonctionnaires l'a démontré : les syndicats ont une puissance sans précédent. Le Gouvernement a peur, mais il n'a pas cédé. La question se pose à présent ainsi : avancer ou reculer. Avancer, c'est aller à l'Assemblée Nationale, chasser le Gouvernement, assurer une augmentation véritable des salaires, traitements et retraites. Reculer, c'est se placer dans une position telle que la masse des travailleurs passera pardessus les dirigeants syndicaux et ira tout de même manifester à l'Assemblée. Dans de plus mauvaises conditions, il est vrai. Les dirigeants syndicaux le comprendront-ils ? Ils peuvent, facilement, sans violence même, faire basculer le Gouvernement de gauche et de droite. Il leur suffit de s'appuyer sur les masses, d'exprimer leurs besoins. D'y aller... à l'Assemblée Nationale !

Pierre LAMBERT.

AMERIQUE LATINE

(Suite de la page 1)

D'où l'importance des mots d'ordre démocratiques, Nationalisation, expropriation des terres des grands propriétaires et leur partage entre les paysans, combinés avec quelques mesures de socialisation pour les entreprises agricoles capitalistes et la technique développée.

b) L'industrie est à un stade arriéré du développement capitaliste. La majeure partie de l'industrie produite des biens de consommation, à l'exception de quelques entreprises semi-lourdes comme Volta Redonda au Brésil, Huachipato au Chili, San Nicolas et Cordoba en Argentine. Depuis 1946 s'est produit un développement industriel relativement grand.

c) Le prolétariat représente le 1/10 de la population active (dans des pays comme Argentine, Brésil, Mexique, Chili, San Nicolas et Cordoba) mais la proportion des ouvriers est plus grande. C'est-à-dire que le prolétariat est en minorité vis-à-vis de la petite bourgeoisie.

LES CLASSES

Le développement combiné de l'économie a déterminé un développement combiné des classes sociales. La bourgeoisie industrielle, sans perdre sa physionomie et ses intérêts, fait de grands investissements à la campagne et les propriétaires terriens apportent leurs capitaux à l'industrie, ce qui donne ses caractères spécifiques à l'Etat bourgeois. Celui-ci est incapable d'accomplir les plus minimes tâches démocratiques, comme la réforme agraire, la liquidation des restes semi-féodaux, l'expulsion de l'impérialisme, ce qui n'exclut pas les frotements que comme associé mineur moindre ont les bourgeoisies nationales avec l'impérialisme (Peron, Vargas, Ibanez).

La petite bourgeoisie est nombreuse. L'impérialisme lui interdit tout espoir de réaliser ses aspirations. Dans son désespoir elle ébauche des courants anti-impérialistes qui canalisent d'importants secteurs du prolétariat (M.N.R. en Bolivie, Arbenz au Guatemala, l'A.P.R.A. au Pérou, le P.S. au Chili).

Le prolétariat a développé, au cours des derniers dix ans, une tendance à s'organiser en grandes centrales ouvrières (C.G.T. argentine, C.U.T. chilienne, C.O.B. bolivienne) et grands syndicats par industrie (quoique, dans la majeure partie de ces pays, on maintienne l'existence syndicale par usine). Faute de partis ouvriers de masse, les centrales syndicales tendent à dépasser le cadre syndical pour s'élever au plan politique. A la différence de l'Europe, ces centrales ouvrières sont le plan organisationnel et politique de la classe ouvrière, car, en Amérique latine, il n'y a pas de partis ouvriers de masses. Les P.C., à l'exception du Chili et du Brésil, ne jouent pas un rôle décisif dans la lutte de classes. Les P.S. sont très faibles. SLATO.

PROCES DES TORTURES

(Suite de la page 1)

qu'aggraver l'exposé de ce qui se passe en Algérie.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE SAUVEGARDE NE FAIT QUE CONFIRMER CE QUE NOUS AVONS DIT IL Y A PLUS DE DEUX ANS.

L'explication complète, nous la donnerons le 11 janvier 1958, devant le tribunal de la XVII^e Chambre Correctionnelle de Paris, à 13 heures. Bien que nos moyens d'investigation aient été infiniment moindres que ceux dont disposait la Commission de Sauvegarde, et dont le rapport a été rendu public par indiscrétions, nous expliquerons tout ce que nous savons sur les tortures en Algérie, nous ferons paraître les témoins. Nous soumettrons un dossier accusant pour les gouvernements successifs qui ont mené la guerre d'Algérie depuis plus de trois ans.

D. R.

CENTRALISATION CENTRALISEE »

La paperasse non plus n'a pas diminué, d'après la « Pravda » du 7 décembre 1957, qui nous apprend que malheureusement, les méthodes bureaucratiques sont bien connues des dirigeants du sovnaarkhoze de Krasnodarsk. De son appareil émanent mensuellement des milliers de lettres, de résolutions, de directives et de télégrammes.

La division de l'U.R.S.S. en régions économiques devait également mettre fin aux tendances autarciques, à l'esprit de clocher. Ce n'est pas précisément ce qui s'est passé. Le 2 septembre 1957, la « Pravda » écrit en effet :

« L'usine Dzerjinski du sovnaarkhoze de Dniepropetrovsk devait fournir de l'étrier à l'usine de cloche nommée Retchitsk. Or l'usine Dzerjinski ne lui envoie que 800 tonnes d'étrier au lieu de 1.020, alors que le plan de production avait été réalisé à 15 % près.

« L'usine Retchitsk fut obligée de cesser son activité. A l'enquête, les dirigeants de l'usine Dzerjinski déclarèrent qu'ils avaient reçu du sovnaarkhoze de Dniepropetrovsk l'ordre de satisfaire en priorité les besoins des entreprises de leur région économique. »

Le président du sovnaarkhoze de Rostov se plaint également, dans la « Pravda » du 20 novembre dernier, en ces termes : « Nous souffrons de ne pas recevoir en temps voulu les produits qui doivent nous être livrés par des usines dépendant d'autres rayons. Aussi en appelle-t-il de nouveau au pouvoir central : « Le sovnaarkhoze se heurte dès maintenant à des difficultés telles qu'il ne peut pas les surmonter sans l'aide des organismes supérieurs. »

Il n'en va pas mieux dans la nouvelle direction centrale de l'économie, dans les organes de planification. Ceux-ci devaient simplifier leurs méthodes de direction, normaliser leur travail afin de ne plus briser le rythme

de production des entreprises par des modifications continuelles du Plan. Or les excès centralisateurs du passé se reproduisent de nouveau, comme l'atteste dans la « Pravda » du 20 novembre, le président du sovnaarkhoze de Rostov, qui écrit : « Au lieu d'assister à une simplification de l'examen du plan dans l'appareil du gros plan (Plan d'Etat) de la République, on vit se produire un phénomène inverse. Lorsque nos représentants arrivèrent à Moscou, ils apprirent que le projet de plan du sovnaarkhoze était examiné par 36 départements fonctionnels du Gosplan de la R.S.F.S.R., et qu'il leur fallait séjourner un ou deux jours dans chacun d'eux. Pour que le plan fut examiné en moins de 15 jours, il fallut envoyer à Moscou 30 travailleurs (lisez bureaucratiques) du sovnaarkhoze et des représentants d'entreprises. »

Ces quelques exemples pris entre mille sont assez éloquents pour permettre de dire, dès aujourd'hui, que la « décentralisation centralisée » va vers les mêmes échecs que toutes les tentatives précédentes de « normalisation » bureaucratiques. Et comment pourrait-il en être autrement lorsque le pouvoir de gestion est entre les mains d'une caste privilégiée qui ne pense qu'à mieux assurer et accroître ses privilèges.

Au niveau atteint aujourd'hui par l'économie soviétique, aucune coordination n'est possible sans l'instauration préalable de la démocratie socialiste, sans l'accès des producteurs eux-mêmes au contrôle de la production, à tous les échelons.

E. BOUVIN.

(1) « Pravda » du 26 novembre 1957.

Dans le cadre de l'enquête ouverte dans notre précédent numéro, « LA VERITE » donne aujourd'hui la parole aux fonctionnaires, qui viennent de manifester à Paris leur volonté de ne pas se contenter de miettes assorties de bonnes paroles que leur a

octroyées le gouvernement Gaillard-Pfimlin.

Nous publions en même temps un document émanant de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique, qui pose les problèmes de l'unité d'action.

Rappelons que tous nos lecteurs sont invités à donner leur point de vue sur les revendications qui leur paraissent correctes et les méthodes susceptibles d'assurer la satisfaction de ces revendications.

Sur l'unité d'action

L'U.D.C.G.T. de la Loire-Atlantique, le 6 décembre, a envoyé une lettre aux U.D.F.O. et C.F.T.C. de la Loire-Atlantique, proposant l'Unité d'Action. Dans cette lettre, il est à remarquer qu'aucun programme n'était formulé. L'U.D.F.O. de la Loire-Atlantique, qui pratique couramment l'unité d'action, a estimé que, dans les conditions actuelles, il y avait impérieuse nécessité de discuter des objectifs revendicatifs et des moyens de lutte pour les atteindre. Sans partager intégralement le point de vue de la C.A. de l'U.D.F.O., il nous semble que la méthode est correcte. L'unité d'action est un fait et correspond à un besoin. Mais elle ne règle pas tout. Ainsi, en Loire-Atlantique, malgré l'unité d'action totale, les métallos de Nantes et de Saint-Nazaire n'ont pu obtenir gain de cause. Pourquoi ? Parce que la tactique des grèves tournantes s'est avérée un facteur de démolition et de démoralisation. Quand l'U.D.F.O. de Loire-Atlantique demande à l'U.D.C.G.T. l'ouverture d'une discussion publique tendant à établir le bilan des grèves tournantes, elle a parfaitement raison. Les augmentations hiérarchiques n'aboutissent qu'à donner des miettes aux bas salaires et même aux salaires moyens, tandis qu'au sommet de la hiérarchie, les hauts cadres se « sucent » d'augmentations allant jusqu'à 150.000 francs et plus par mois. C'est donc que la revendication d'augmentation uniforme et substantielle (10.000 frs par mois) correspond infiniment plus aux opérations des travailleurs des petites et moyennes catégories, que l'augmentation en pourcentage qui donne quelques centaines de francs à la base.

La discussion proposée à l'U.D.C.G.T. de Nantes par F.O., également sur ce point, répond à un besoin.

Voici le texte de la réponse de l'U.D.F.O. de la Loire-Atlantique, en date du 17 décembre :

Camarades,

La Commission Administrative de notre Union Départementale, réunie le 14 décembre 1957, a longuement discuté de la proposition de rencontre, formulée dans votre lettre en date du 6 courant.

Notre C.A. a estimé que dans le moment présent, une telle rencontre pour être valable doit permettre une large confrontation des positions de chacune de nos organisations afin d'aboutir, si possible, à une position commune.

C'est pourquoi, notre C.A. a décidé, préalablement à toute rencontre, de porter à votre connaissance les principes qui sont à la base même de l'action de notre organisation et sur lesquels nous aimerions d'abord connaître votre point de vue.

1) Notre U.D.F.O. considère que la situation actuelle confirme qu'il ne saurait y avoir d'action syndicale efficace sans une indépendance totale à l'égard des Partis politiques quels qu'ils soient.

2) L'action contre la hausse du coût de la vie doit pour être efficace avoir un double aspect.

a) ACTION SUR LES PRIX.

Il ne saurait y avoir de véritable amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs sans un véritable contrôle ouvrier des prix.

C'est pourquoi nous affirmons notre accord avec les dispositions du projet du plan social Gazier qui prévoyait un renforcement des pouvoirs de contrôle et d'investigation des Comités d'Entreprises.

b) ACTION SUR LES SALAIRES.

Nos Fédérations d'Industrie et notre Confédération ont déjà pris position nettement au sujet de l'indispensable augmentation des salaires. Nous sommes entièrement solidaires des revendications de salaires formulées tant par les travailleurs du secteur public que par ceux du secteur privé.

Nous précisons, toutefois, que nous ne saurions admettre des solutions qui conduiraient à l'aggravation de la hiérarchie des salaires.

Nous considérons, au contraire, que, compte tenu des difficultés de l'heure, il est équitable de revendiquer, partout où cela est possible, « des augmentations uniformes » de salaires.

3) Nous considérons que la solution à nos revendications ne

pourra être imposée autrement que par l'établissement d'un rapport de force qui nous soit favorable.

C'est pourquoi, nous affirmons notre attachement inconditionnel au droit de grève qui doit être affirmé et maintenu quelle que soit la nature de l'Etat ou des Gouvernements en place.

En particulier, nous nous élevons avec énergie contre le droit de réquisition des agents de la Fonction Publique que s'est fait octroyer le Président du Conseil.

Il nous semble également nécessaire d'établir un bilan honnête des luttes afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Il nous paraît indiscutable, qu'à l'étape actuelle, la tactique des grèves tournantes devient un facteur de démolition ouvrière et aboutit pratiquement (comme à Nantes, Saint-Nazaire et plus récemment à Lyon) à une impasse.

Si les grèves tournantes se sont avérées inefficaces, ce n'est certes pas, faute de combativité ouvrière.

La cause essentielle doit être trouvée dans la situation actuelle et dans la volonté patronale et gouvernementale d'imposer une politique « nationale » des salaires.

M. Pinçon, parlant au nom de l'ensemble du patronat français, l'a d'ailleurs clairement exprimé : « Le problème des salaires ne se réglerait pas seulement à Saint-Nazaire. »

Il est maintenant certain que le patronat apporte une aide matérielle aux entreprises qui sont touchées par les grèves, pendant que, dans le même temps, le Gouvernement mène ses forces de police dans le secteur de lutte.

Nous estimons devoir être très attentifs à cet aspect du problème et il est clair que, dans ces conditions, le fractionnement des luttes par la tactique des grèves tournantes aboutirait en fait, sinon en intention, à faire le jeu du bloc patronat-gouvernement.

Il nous semble donc indispensable d'appeler les travailleurs à se préparer à une lutte d'ensemble en leur rappelant qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et que, pas plus qu'en 1936 et qu'en 1953, la généralisation des luttes ne passe aujourd'hui par une entente des sommets.

Il reste à préciser que, bien entendu, nous ne sommes pas systématiquement hostiles aux actions locales, mais que notre position

Des fonctionnaires parlent et agissent

UN camarade ouvrier imprimeur d'un service extérieur de l'Education Nationale nous disait voici quelques jours : « On en a assez de voir les divisions montées par les gouv' vernants avec leur système de distribuer hiérarchiquement les augmentations dégoûtantes qu'ils ont l'audace d'offrir. Tu vois, si les syn-

dicats n'étaient pas tous pareils, ils exigeraient tous ensemble une somme de milliards suffisante et ils exigeraient aussi de la répartir à tous pareil. » Aussitôt, il ajoutait : « Ils me dégoûtent tous autant, je serai syndiqué quand ils seront tous d'accord pour des trucs comme ça ! »

C'est un gardien du Museum d'Histoire Naturelle qui, rencontré à la Manifestation des Syndicats de Fonctionnaires le 20 décembre, protestait lui aussi, violemment, contre la hiérarchisation demandée par toutes les Fédérations de Fonctionnaires : « Ils devraient demander une augmentation pour les seuls coefficients 100x290 et payer les autres — au-dessus — avec des bons du Trésor ou des bons du même genre mais laisser l'argent aux petits traitements. » C'est une opinion que nous avons entendue dans la bouche de nombreux camarades plus ou moins influencés par la social-démocratie. Elle traduit, malgré son caractère dangereux de compromis tacitement passés avec les « difficultés de la bourgeoisie », la volonté de ces camarades de chercher une solution qui ne soit plus une solution « hiérarchique ».

Au Ministère de l'Industrie et du Commerce, comme à la Marine, c'est-à-dire dans nombre d'administrations centrales, Dactylos, Sténodactylos, Commis, Employés de bu-

reau, marquent des opinions du même ordre. Une Dactylo laissait échapper avec courroux : « Il n'y en a toujours que pour nos chefs à chaque fois qu'on nous dit de faire grève. On y gagne des 850 ou 1.600 francs, alors qu'eux ra-massent des 6 ou 10.000 francs ; et encore ce ne sont pas les plus gros ! » D'autres problèmes, en soi sérieux, sont révélés avec inquiétude dans ces secteurs des Administrations centrales. Le nombre de plus en plus grand d'auxiliaires qui sont odieusement exploités, non intégrés malgré la loi d'avril 1953, ne « touchant » que des augmentations inférieures à celles perçues par leurs collègues de mêmes fonctions. Les « contractuels » — dont l'existence n'est pas plus assurée — si les traitements sont moins disproportionnés, sont utilisés avec les « temporaires » et les « saisonniers » à toutes les manœuvres des directeurs contre les grèves. Partout, dans les secteurs où ces personnels sont nombreux, les mêmes réactions indignées se produisent : « Que font les Syndicats pour que ce scandale des personnels non

protégés par des Statuts cesse ? »

Rien, semble-t-il, de sérieux n'est fait, car les syndicats se bornent à rappeler que la « loi » est « violée ». Comme si ce n'était pas l'habitude lorsque cela plaît à l'Etat-patron !

« Qu'ont-ils attendu à la F.G.F. (F.O.), à la C.F.T.C., à l'U.G.F.F. (C.G.T.), à la F.E.N. pour indiquer ce point de la « titularisation de tous les personnels » dans leur « fameuse plate-forme commune », nous disait un « saisonnier » (de plus de trois ans d'ancienneté (!)) d'un Service Extérieur de l'Education Nationale.

Un petit fonctionnaire de province, de Valence, nous formulait ses griefs :

(Suite page 3.)

En raison des fêtes, le prochain numéro de « La Vérité » paraîtra le JEUDI 8 JANVIER

GENEROSITE PATRONALE ET RIGUEUR SYNDICALE

La direction patronale de chez Berliet n'y est pas allée par quatre chemins : alors que les ouvriers venaient de se mettre en grève, elle a répondu par le lock-out de 12.000 travailleurs, ouvriers et mensuels.

La grève ne fut qu'un prétexte pour la direction qui voulait l'épreuve de force. L'incident avec l'huissier, venu pour constater « l'entrave à la liberté du travail » ne mériterait même pas d'être mentionnée s'il n'avait, lui aussi, été utilisé pour justifier l'attitude patronale. Tant et tant d'incidents eurent lieu, dans un passé récent, qui ne se terminèrent par aucune sanction...

La politique du patronat de chez Berliet est elle une préfiguration de ce que sera demain l'attitude de l'ensemble du patronat français vis-à-vis des revendications et des luttes ouvrières ?... Nul ne peut le dire. Les choses ne sont pas encore décidées. Il n'en demeure pas moins que le coup de chez Berliet représente une tentative qui n'est pas destinée à être sans lendemain. Il est la suite logique d'une série de menaces, de licenciements et autres lock-outs qui ont eu lieu dans la métallurgie depuis plusieurs semaines, y compris les jugements devant les tribunaux.

La direction de chez Berliet a lock-outé tout le personnel de l'usine. A la suite de quoi, elle entend que le travail reprenne sur SES positions, sans accorder le moindre avantage, sans faire la moindre concession aux revendications posées. Afin que les choses soient encore plus claires, alors que la paie devait avoir lieu au moment où les travailleurs étaient lock-outés, la direction informe que les ouvriers seront payés par mandat ou à domicile.

Aucun délai n'est fixé à la reprise du travail. La loi des seigneurs n'est pas morte. Le patronat et la réaction applaudissent.

La rentrée du travail se fait une semaine après le lock-out.

La pourrait s'arrêter cette illustration de la politique patronale si...

Car il y a un SI qui est de taille. Ce SI est la position des organisations syndicales

des usines Berliet, TOUTES les organisations syndicales.

Le lock-out s'explique et s'éclaire dès lors qu'on a sous les yeux les termes de l'accord signé entre TOUTES les organisations syndicales et la direction de chez Berliet.

En dépit de toutes les périphrases, des formules et même — cela n'est pas pour nous étonner ! — des cris de victoire du journal « L'Humanité », l'accord signé entre le patronat et les organisations syndicales signifie la renonciation au droit de grève. C'est si vrai qu'après la signature, les organisations syndicales ont éprouvé le besoin de faire une déclaration où il est écrit : « Les organisations syndicales tiennent à préciser que la garantie énoncée dans l'accord n'implique aucune renonciation au droit constitutionnel de grève ». Ce à quoi la direction de Berliet répond par une autre déclaration complémentaire : « La direction tient à préciser que malgré la demande des organisations syndicales, elle n'entend pas renoncer aux sanctions justifiées par les faits caractérisés commis entre le 20 novembre et la date du dit accord ».

Dans le cas précis, la veulerie et la lâcheté des organisations syndicales : O.G.T., C.F.T.C. et F.O. doit servir de leçon à toute la classe ouvrière.

Le rappel du droit « constitutionnel » à la grève sert à camoufler l'abandon pratique, immédiat, concret, au droit de grève dans l'entreprise. Personne ne pouvait obliger les organisations syndicales à signer un accord aussi pourri. Personne, hormis la menace que les bureaucrates syndicaux en se dressant contre leur politique.

Quant au patronat de chez Berliet, il s'agira sur tous les tableaux. Pour le moment !... Daniel RENARD.



(Suite page 3.)